



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

N° Ght_PRES_2025-168_MAPA_Formation Périnatalité

-la procédure adaptée issue des articles L2123-1 et R 2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique

Contenu

ARTICLE 1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	5
ARTICLE 2.	OBJET DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 3.	FORME DU (DES) MARCHÉ(S)	6
ARTICLE 4.	DURÉE DU (DES) MARCHÉ(S) ET RECONDUCTION	7
4.1 -	DURÉE DU MARCHÉ	7
4.2 -	RECONDUCTION	7
ARTICLE 5.	PIECES CONTRACTUELLES DU (DES) MARCHÉ(S)	7
5.1	PIECES CONSTITUTIVES DU (DES) MARCHÉ(S).....	7
5.2	NOTIFICATION	8
5.3	NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE	8
ARTICLE 6.	SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 7.	OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU (DES) TITULAIRE(S)	8
7.1	CHANGEMENTS AFFECTANT LE(S) TITULAIRE(S)	8
7.2	PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE	9
7.3	ASSURANCE	9
7.4	RESPECT DE LA PROTECTION DES DONNÉES : RGPD.....	9
7.5	DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	10
7.6	SECURITE	11
ARTICLE 8.	CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX	11
8.1	CONTENU DES PRIX.....	11
8.2	DATE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX	12
8.3	TYPE DE PRIX	12
8.4	FORME DES PRIX	12
8.5	REVISION.....	12
8.6	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET AUTRES TAXES RÉGLEMENTAIRES	12
8.7	FOURNITURES ACHETÉES HORS BPU ET BÉNÉFICIAIRE D'UNE REMISE SUR CATALOGUE.....	12
8.8	VARIATION DU TAUX DE REMISE ET OFFRES PROMOTIONNELLES	12
8.9	REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRE	12
8.10	CLAUDE INCITATIVE LOGISTIQUE	13

SANS OBJET.....	13
8.11 AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE	13
8.11.1 Avances	13
8.11.2 Retenue de garantie (L2191-7 et R 2191-32 du code de la commande publique)	13
ARTICLE 9. MODALITES DE REGLEMENT	13
9.1 ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE (L2191-4 ET R2191-20 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	13
9.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	13
9.3 DELAI DE PAIEMENT.....	14
ARTICLE 10. TITULAIRE ETRANGER	14
ARTICLE 11. QUALITE DES PRESTATIONS DE SERVICE	14
ARTICLE 12. DUREE D’EXECUTION	15
ARTICLE 13. MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES	15
ARTICLE 14. LIVRAISON DES FOURNITURES.....	15
ARTICLE 15. LES RUPTURES D’APPROVISIONNEMENT	15
ARTICLE 17. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET PRESTATIONS SIMILAIRES.....	16
17.1 POUR LES MARCHES DE FOURNITURES.....	16
17.2 POUR LES MARCHES DE SERVICES OU DE TRAVAUX.....	16
ARTICLE 18. CLAUSE DE REEXAMEN	16
ARTICLE 19. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	16
ARTICLE 20. OPERATIONS DE VERIFICATION	16
ARTICLE 21. ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE	16
ARTICLE 22. RESPONSABILITE.....	16
ARTICLE 23. GARANTIE.....	17
ARTICLE 24. PENALITES DE RETARD.....	17
24.1 DEFINITION DU DELAI CONTRACTUEL.....	17
24.2 EXIGIBILITE DES PENALITES DE RETARD	17
24.3 CALCUL DES PENALITES DE RETARD D’EXECUTION	17
24.4 PENALITES POUR INDISPONIBILITE	18
24.5 PENALITES SUR AUTRES LITIGES D’EXECUTION.....	18
24.6 AUTRES PENALITES	18
24.7 CUMUL	19
ARTICLE 25. RESILIATION DU (DES) MARCHE(S)	19

25.1 MOTIFS DE RESILIATION	19
25.2 RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE.....	19
25.3 RESILIATION POUR INEXECUTION NON FAUTIVE.....	19
25.4 RESILIATION POUR MOTIFS D'INTERET GENERAL.....	19
25.5 INDEMNITE DE RESILIATION	19
ARTICLE 26. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	20
26.1 EN CAS DE RUPTURE DE LA PRESTATION EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE	20
26.2 APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE.....	20
ARTICLE 27. EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE	20
ARTICLE 28. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	21
ARTICLE 29. INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX	21

Chapitre I – Généralités

Article 1. Pouvoir adjudicateur

Pouvoir adjudicateur : CHU SAINT ETIENNE- Etablissement support du GHT LOIRE

Type de pouvoir adjudicateur : Etablissement public de santé

Siret : 264 200 304 00808

Adresse : Direction des Achat et du Patrimoine
Hôpital Bellevue
42055 SAINT ETIENNE CEDEX 02

Adresse du profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Etablissements GHT Loire participant au marché :

CHU St-Etienne,
Hôpital le Corbusier,
CH du Forez,
Hôpital du Gier,
CH de Roanne,
CH Ardèche Nord

Renseignement(s) administratif(s) :

Laurence VETARD
Responsable service des marchés
Tél : 04/77/12/79/15
Fax : 04/77/12/73/15
laurence.vetard@chu-st-etienne.fr

Fabienne FAURE
Juriste
Tél : 04/77/12/79/06
ght.marchesjuristes@chu-st-etienne.fr

Grégory PONTVIANNE
Juriste
Tél : 04/77/12/79/62
ght.marchesjuristes@chu-st-etienne.fr

Renseignement(s) technique(s) :

SIEDLIK Cathy
Tél : 04/77/12/70/68
cathy.siedlik@chu-st-etienne.fr

Article 2. Objet du marché

Le(s) présent(s) marché(s) a (ont) pour objet **la dispensation de formation en périnatalité.**

Se reporter au CCTP pour les clauses techniques.

Lieu(x) d'exécution : : sur les différents sites des établissements du GHT Loire listé en page 5 du présent document.

Division en lots

Prestation divisée en lot : oui ☒ non ☐

Lot 1 : réanimation du nouveau-né à terme en salle de naissance- technique de base

Lot 2 : réanimation du nouveau-né en salle de naissance- perfectionnement

Lot 3 : Urgences obstétricales : hémorragie du post-partum

Lot 4 : Urgences obstétricales en salle de naissance – Approfondissement

Lot 5 : Urgences obstétricales : hémorragie du post-partum et césarienne code rouge

Lot 6 : Accouchement inopiné extra hospitalier en situation physiologique

Lot 7 : l'auxiliaire de puériculture face aux urgences obstétricales et néonatales en salle de naissance

Article 3. Forme du (des) marché(s)

Les prestations feront l'objet d'un accord cadre.

L'accord-cadre comporte une ou plusieurs tranches optionnelles : ☐ oui ☒ non

L'accord cadre est conclu avec un seul opérateur économique.

En application des articles R2162-2 et R2162-3 du code de la commande publique, l'accord-cadre donnera lieu à l'émission de bon de commande .

En application de l'article R2162-4 du code de la commande publique accord cadre est conclu avec un maximum par lot sur la Durée totale du marché.

Les montants sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

N°	Lots	montant maximum par lot
1	Réanimation du nouveau né à terme en salle de naissance - techniques de base	95 040 €
2	Réanimation du nouveau né à terme en salle de naissance - perfectionnement	77 760 €
3	Urgences obstétricales : hémorragie du post partum	79 200 €
4	Urgences obstétricales en salle de naissance - approfondissement	71 280 €
5	Urgences obstétricales : hémorragie du post partum et césarienne code rouge	67 320 €
6	Accouchement inopiné extra hospitalier en situation physiologique	30 240 €
7	L'auxiliaire de puériculture face aux urgences obstétricales et néonatales en salle de nais	17 100 €

Article 4. Durée du (des) marché(s) et reconduction

4.1 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

4.2 - Reconduction

Ce marché pourra éventuellement être reconduit de manière TACITE pour une durée de 12 mois à compter de sa date d'anniversaire. Le marché ne pourra être reconduit au-delà de 3 fois.

La durée maximale totale du marché public n'excèdera pas 48 mois (période(s) de reconduction éventuelle comprise(s)). Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Dans le cas de décision de ne pas reconduire le marché, le pouvoir adjudicateur prendra une décision de non reconduction par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant la fin de la durée de validité des marchés publics.

Le titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

Article 5. Pièces contractuelles du (des) marché(s)

5.1 Pièces constitutives du (des) marché(s)

Le(s) marché(s) est (sont) régi(s) par les documents contractuels suivants :

- 1- L'acte d'engagement (ATTR1) et son annexe financière;
- 2- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes ;
- 3- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes ;
- 4- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services du 30/03/2021
- 5- L'offre technique du titulaire ;
- 6- Le contrat de sous-traitance RGPD ;
- 7- Toute autre pièce remise au titre de la consultation

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du (des) marché(s), ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Les conditions générales de vente (ou d'achat) du titulaire sont inopposables au pouvoir adjudicateur.

5.2 Notification

Le pouvoir adjudicateur fera parvenir une copie du marché par voie dématérialisée. La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire.

La date de notification est celle figurant sur l'accusé de réception.

5.3 Nantissement et cession de créance

Si le(s) titulaire(s) souhaite(nt) céder ou nantir sa (leur) créance, il(s) devra (devront) en faire la demande au pouvoir adjudicateur, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui (leur) a (ont) été délivrée s'il(s) ne souhaite(nt) pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'acte d'engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au(x) titulaire(s) en exemplaire unique. Il est à noter que le pouvoir adjudicateur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Dans le cadre des marchés d'accord cadre donnant lieu à l'émission de bon de commande, le titulaire précisera s'il souhaite obtenir :

- Un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique du marché. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès du pouvoir adjudicateur ;
- Un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique de chaque bon de commande. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès du pouvoir adjudicateur.

Article 6. Sous-traitance

Le titulaire peut présenter un sous-traitant à la personne publique en cours d'exécution du marché. Dans ce cas, il sera fait application des articles L2193-4 à L2193-14 du code de la commande publique.

Article 7. Obligations générales du (des) titulaire(s)

7.1 Changements affectant le(s) titulaire(s)

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à informer les établissements parties de tout changement survenant au cours du (des) marché(s) affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire...

Et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

7.2 Protection de la main-d'œuvre

Le(s) titulaire(s) se doit (doivent) de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il(s) est (sont) responsables du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

7.3 Assurance

Le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et / ou professionnelle qu'il(s) peut (peuvent) encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du (des) marché(s). Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le pouvoir adjudicateur en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du (des) présent(s) marché(s).

7.4 Respect de la protection des données : RGPD

Les informations collectées par le CHU de Saint-Etienne directement auprès de vous font l'objet d'un traitement ayant pour finalité la gestion de la prestation fournie dans le cadre du présent marché. Ces informations sont traitées sur la base de l'exécution du contrat. Elles sont à destination exclusive des personnes habilités et seront conservées jusqu'à 5 ans à compter de la fin de l'exécution du contrat. Le CHU de Saint-Etienne ne traite que les données strictement nécessaires à l'accomplissement de la finalité susvisée.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité dans les limites de la réglementation. Vous pouvez également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel après votre décès.

Pour exercer vos droits, vous pouvez vous adresser au Délégué à la Protection des Données par mail à rgpd-dpd@chu-st-etienne.fr ou par voie postale à la Direction du Système d'Information 8, rue Bossuet, 42055 Saint-Etienne Cedex 2. Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

7.5 Discretion et confidentialité

Le(s) titulaire(s) est (sont) tenu(s) au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il(s) aurai(en)t accès dans le cadre d'exécution du (des) présent(s) marché(s) et en particulier pour toutes les données à caractère personnel auquel il(s) aurait(nt) accès pendant toute la durée de la prestation.

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à faire respecter ces dispositions par son (leur) personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié les établissements parties.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du groupement de commande, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit des établissements parties. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements parties, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des établissements parties ou d'un tiers.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le(s) marché(s) pourra (pourront) être résilié(s) pour faute du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Les établissements parties s'engagent à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du (des) titulaire(s).

7.6 Sécurité

Les établissements parties définissent, selon les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 (articles R4511-1 à R4515-1 du code du travail), une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans ses établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions du présent CCAP.

Dans le cadre du contrôle des accès, les PC sécurité se réservent la faculté de demander un document d'identité avec photo à tout visiteur qui souhaite emprunter un/des badge(s) et/ou une/des clé(s) pour accéder aux locaux de l'établissement dans le cadre de la prestation qu'il doit réaliser ou de la fourniture qu'il doit livrer, conformément à la réglementation en vigueur. Les PC sécurité consignent l'emprunt et la restitution des clés et badges dans la main courante électronique.

Aucune copie de tout ou partie de cette pièce d'identité n'est permise, laquelle sera restituée à son propriétaire à son départ contre la remise des clés ou badges empruntés.

Les établissements parties pourront s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché.

Les établissements parties se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en oeuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Chapitre II – Prix et règlements

Article 8. Contenu et caractère des prix

8.1 Contenu des prix

Les prix du marché comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCTP ET CCAP et notamment :

- 1- La dispensation de la formation
- 2- Les supports de formation ;
- 3- Les frais de déplacement et d'hébergement du formateur
- 4- Les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;

8.2 Date d'établissement des prix

Les prix initiaux du marché figurant à l'acte d'engagement ou au bordereau de prix sont établis à la date dite « date d'établissement des prix », soit : le mois de septembre 2025.

8.3 Type de prix

- ☒ Les prix sont unitaires définitifs appliqués aux quantités réellement exécutées
- ☐ Les prix sont forfaitaires définitifs

8.4 Forme des prix

Les prix sont fermes pendant la durée totale du marché périodes de reconduction comprises.

8.5 Révision

Sans objet.

8.6 Application de la taxe sur la valeur ajoutée et autres taxes réglementaires

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Les *taxes réglementaires*, autres que la TVA, *doivent être intégrées* au prix unitaire HT du candidat. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du marché. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

8.7 Fournitures achetées hors BPU et bénéficiant d'une remise sur catalogue

Sans objet.

8.8 Variation du taux de remise et offres promotionnelles

Sans objet.

8.9 Remise sur chiffre d'affaire

Sans objet.

8.10 Clause incitative logistique

Sans objet.

8.11 Avances et retenue de garantie

8.11.1 Avances

Une avance est accordée au(x) titulaire(s), si celui-ci (ceux-ci) n'y a (ont) pas renoncé, et à condition que le (les) marché(s) entre(nt) dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique.

8.11.2 Retenue de garantie (L2191-7 et R 2191-32 du code de la commande publique)

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au(x) titulaire(s) du (des) marché(s).

Article 9. Modalités de règlement

9.1 Acompte, règlement définitif et solde (L2191-4 et R2191-20 du code de la commande publique)

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif une fois la formation effectuée.

9.2 Présentation des demandes de paiement



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;

- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ; - Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par les établissements parties.

Les factures seront déposées auprès de l'établissement ayant passé la commande

9.3 Délai de paiement

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à l'exécution des prestations, de la date d'admission de la fourniture, conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, en cas de retard de paiement, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter aux intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux directeur de la Banque centrale européenne en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à augmenter de 8 points.

Article 10. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français. Si le(s) titulaire(s) est (sont) établi(s) dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il(s) facturera (factureront) ses prestations hors TVA et aura (auront) droit à ce que l'administration lui (leur) communique un numéro d'identification fiscal.

Chapitre III – Exécution

Article 11. Qualité des prestations de service

Les prestations de services doivent être conformes aux spécifications techniques décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Article 12. Durée d'exécution

La durée d'exécution de chaque bon de commande part de la date de réception du bon de commande jusqu'à l'admission de la dernière livraison correspondante, même si celle-ci est opérée au-delà du terme du (des) marché(s). Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Article 13. Modalités de passation des commandes

Le fournisseur devra se conformer aux seuls ordres écrits définis au moyen de bons de commande rédigés et signés par le service acheteur portant au minimum les indications suivantes :

- la référence au marché
- la désignation de la fourniture
- la quantité commandée
- le prix d'engagement correspondant au prix marché
- le lieu et la date (ou délai) de livraison
- l'adresse de facturation

La personne habilitée à rédiger et signer les bons de commande est le Directeur ou son représentant.

Article 14. Livraison des fournitures

Sans objet.

Article 15. Les ruptures d'approvisionnement

Sans objet

Article 16. Exécution des prestations

Cf.CCTP

Article 17. Prestations complémentaires et Prestations similaires

17.1 Pour les marchés de fournitures

Sans objet.

17.2 Pour les marchés de services ou de travaux

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à un marché de travaux ou de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Lorsqu'un tel marché est passé, la durée pendant laquelle il peut être conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Article 18. Clause de réexamen

Sans objet.

Article 19. Lutte contre le travail dissimulé

Les candidats doivent respecter les dispositions prévues au code du travail concernant la lutte contre le travail dissimulé et s'acquitter des formalités pendant toutes l'exécution du marché.

Chapitre IV – Constatation de l'exécution

Article 20. Opérations de vérification

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

Article 21. Admission et transfert de propriété

Sans objet.

Article 22. Responsabilité

Le(s) titulaire(s) demeure(nt) responsable(s) des dommages commis par son (leur) personnel lors de ses (leurs) interventions dans les locaux des établissements parties.

Article 23. Garantie

Sans objet.

Chapitre V – Différends et litiges

Article 24. Pénalités de retard

24.1 Définition du délai contractuel

Les dates des sessions sont établies en coordination avec les établissements du GHT

24.2 Exigibilité des pénalités de retard

Les pénalités dues par le(s) titulaire(s), sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration du délai contractuel défini ci-dessus, les prestations du (des) titulaire(s) ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par les établissements parties ou en cas de manquement des établissements parties à leurs propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

24.3 Calcul des pénalités de retard d'exécution

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, Les pénalités sont calculées par l'application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 1000$$

Où :

P désigne le montant des pénalités

V désigne la valeur des prestations non entièrement réalisées ou souffrant d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés

R le nombre de jours de retard par rapport au délai contractuel

Toutefois, si la date de livraison ne peut pas être respectée, le(s) titulaire(s) doit (doivent) en informer la Direction ayant effectuée la commande pour fixer une nouvelle date de livraison. Cette dernière, pour être validée par les établissements parties doit être confirmée par télécopie par le titulaire. Les établissements parties se réservent le droit de refuser cette nouvelle date de livraison.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités ne sont pas plafonnées et le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dépassant 1000€HT.

24.4 Pénalités pour indisponibilité

Sans objet

24.5 Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisée) ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable des établissements parties..., une pénalité forfaitaire de 20 euros TTC pourra être appliquée.

24.6 Autres pénalités

Les pénalités suivantes pourront être appliquées au titulaire du marché et retenue par précompte après constatation des établissements parties signifiée au titulaire

Etat d'ivresse	200 € H.T accompagné du retrait de la personne concernée et effectué son remplacement
Faute lourde, vol, entrée de personnel non habilité, par cas constaté	800 € H.T

Toutes les pénalités prévues au marché pourront être appliqués au titulaire sans mise en demeure préalable.

Le titulaire sera informé de la décision de l'établissement adhérent d'appliquer des pénalités par courrier motivé adressé en LRAR.

Les pénalités seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire à l'établissement adhérent postérieurement au constat du manquement.

Si le montant des pénalités dépasse le montant de la facture présentée par le titulaire un titre spécifique sera émis pour le paiement des pénalités.

Leur paiement n'exonère pas le titulaire de son éventuelle responsabilité administrative, civile ou pénale vis-à-vis des établissements parties.

Les établissements parties peuvent en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances du titulaire, notamment en cas de non-réalisation d'une prestation prévue par le CCTP ou dans le mémoire technique du titulaire.

24.7 Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Article 25. Résiliation du (des) marché(s)

25.1 Motifs de résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues à aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

25.2 Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les établissements parties se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

25.3 Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin au(x) marché(s) pour perte d'objet du marché ou lorsque le(s) titulaire(s) ne sera (seront) plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.

Par ailleurs, l'entreprise en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation doit apporter au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

25.4 Résiliation pour motifs d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnité, le marché pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié au marché, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

25.5 Indemnité de résiliation

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la résiliation prononcée pour motif d'intérêt général n'ouvrira pas droit à une indemnité de résiliation.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au(x) titulaire(s) dans les conditions fixées à l'article 43 du CCAG-FCS.

La résiliation réalisée en fonction de l'application d'une décision juridictionnelle n'ouvre pas droit à indemnité.

Article 26. Exécution aux frais et risques du titulaire

26.1 En cas de rupture de la prestation en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, les établissements parties se réservent le droit de faire exécuter tout ou partie de la prestation auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit les établissements parties de la date de reprise de l'exécution : à défaut, les établissements parties ne pourront être tenus pour responsable d'un prolongement de l'exécution du marché auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

26.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément à l'article 41 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les établissements parties se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 27. Evolution législative ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

Article 28. Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de LYON est compétent en cas de litige.

Article 29. Introduction des recours contentieux

- Un référé précontractuel peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché (article L 551-1 du code de justice administrative).
- Un référé contractuel peut être formé à partir de la signature du marché, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- Un référé suspension, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- Un recours pour excès de pouvoir peut être formé dans les 2 mois à partir de la notification ou de la publication de toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché (acte détachable du marché). Si ce recours est introduit conjointement à un référé-suspension, il doit être introduit avant la signature du marché.
- Un recours de plein contentieux peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché.
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite ou d'une déclaration d'infructuosité.
- **Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat** peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché

Chapitre VI – Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
6.1	4	Ordre de priorité des pièces du marché
8.3	9.2	Assurance

24	14.1.2 et 14.1.3	Pénalités pour retard
25	38 à 45	Autre cas de résiliation de marché
25.5	42	Résiliation pour motifs d'intérêt général et Indemnité de résiliation